ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation, et par le Secrétaire d'Etat à la Fonction publique, le 13 mars 1987, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 1er juin 1964 relatif à certains congés accordés à des agents des administrations de l'Etat et aux absences pour convenance personnelle et l'arrêté royal du 13 novembre 1967 relatif à la position de disponibilité des agents de l'Etat", a donné le 18 mai 1987 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 13 maart 1987, door de Minister van Binnenlandse Zaken, Openbaar Ambt en Decentralisatie, en door de Staatssecretaris voor Openbaar Ambt verzocht hun van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 1 juni 1964 betreffende sommige verloven toegestaan aan personeelsleden van de rijksbesturen en betreffende de afwezigheden wegens persoonlijke aangelegenheid en van het koninklijk besluit van 13 november 1967 betreffende de stand disponibiliteit van het rijkspersoneel", heeft op 18 mei 1987 het volgend advies gegeven :

OBSERVATION GENERALE.

Ainsi que l'indique le rapport au Roi, l'arrêté que le projet modifie, a déjà subi de nombreuses modifications.

Il y aurait ainsi intérêt à ce que l'ensemble des dispositions inchangées et des modifications antérieures ainsi que celles que le projet a pour objet d'apporter à l'arrêté royal du 1er juin 1964 soient reprises dans un arrêté nouveau qui abrogerait ledit arrêté du 1er juin 1964.

Il en va d'autant plus ainsi en l'espèce qu'aux termes du rapport au Roi, annexé au projet soumis au Conseil d'Etat, un des objets de la réforme est de procéder à une révision de cet arrêté eu égard aux modifications qu'il a déjà subies; de plus, c'est un "souci de cohérence", qu'invoque le rapport au Roi pour justifier le déplacement de certaines dispositions d'un article à l'autre de l'arrêté.

Cette solution permettrait également d'harmoniser l'arrêté royal du 1er juin 1964 avec les dispositions relatives aux congés accordés aux agents de l'Etat qui sont contenues dans de nombreux textes législatifs et réglementaires différents. Les dispositions de nature réglementaire pourraient d'ailleurs utilement être regroupées dans un texte commun aux différentes formes de congés.

+

.../...

EXAMEN DU TEXTE.

Préambule.

Il est proposé de rédiger l'alinéa 2 comme suit :

"Vu l'arrêté royal du 1er juin 1964 relatif à certains congés accordés à des agents de l'administration de l'Etat et aux absences pour convenance personnelle, modifié par l'arrêté royal du 30 mars 1983, notamment l'article 1er, alinéas 2 à 4, modifiés par les arrêtés royaux des 27 juillet 1981, 16 novembre 1981, 18 novembre 1982, 30 mars 1983 et 27 février 1985, l'article 2, alinéa 2, l'article 3, § 3, modifié par l'arrêté royal du 22 janvier 1979, l'article 6, l'article 6bis, inséré par l'arrêté royal du 26 mai 1975 et modifié par l'arrêté royal du 7 mars 1977, l'article 7, modifié par l'arrêté royal du 22 mai 1968, l'article 13bis, inséré par l'arrêté royal du 7 mars 1977 et modifié par les arrêtés royaux des 24 novembre 1978 et 27 juillet 1981, les articles 14 et 16, les articles 28, alinéas 3 à 6, et 29, modifiés par l'arrêté royal du 30 mars 1983, l'article 30bis, § 4, modifié par l'arrêté royal du 3 juillet 1985, l'article 35, inséré par l'arrêté royal du 30 mars 1983, l'article 36bis, § 5, modifié par l'arrêté royal du 3 juillet 1985, les articles 36ter, alinéa 1er, 36quinquies, alinéa 2, et 36sexies, insérés par l'arrêté royal du 31 décembre 1984;".

La rédaction suivante est proposée pour l'alinéa 4 :

"Vu le protocole du comité des services publics nationaux, communautaires et régionaux, en date du 23 janvier 1987;".

.../...

L'usage recommande d'écrire de préférence, à l'alinéa 6 :

"Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique et de Notre Secrétaire d'Etat à la Fonction publique...".

Dispositif.

Chapitre premier.

Il y a lieu d'écrire "Chapitre premier" et non "Chapitre 1er".

Article 1er.

Selon le rapport au Roi,

> "L'article 1er du présent projet a une portée purement formelle : il vise à assurer la concordance entre les alinéas 3 et 4 de l'article 1er de l'arrêté royal du 1er juin 1964 et les articles 13bis et 13ter de cet arrêté".

En revanche, le projet ne contient aucune modification relative à l'alinéa 2 de l'article 1er de cet arrêté.

On peut se demander si cet alinéa ne devrait pas également être adapté à la réforme mise en oeuvre par l'arrêté royal du 3 juillet 1985 qui a introduit, dans l'arrêté du 1er juin 1964, un nouvel article 36bis (1).

.../...

(1) La même observation doit être faite, par identité de motifs, au sujet de l'article 32 de l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public qui, dans sa rédaction actuelle, ne renvoie pas aux articles 30 à 36 ni à l'article 36bis de l'arrêté du 1er juin 1964.

Selon le fonctionnaire délégué, l'intention n'a jamais été, en effet, de rendre l'article 36bis applicable aux stagiaires.

Compte tenu de ce qui précède, le texte suivant est proposé pour l'article 1er du projet :

"Article 1er.-

Dans l'article 1er de l'arrêté royal du 1er juin 1964 relatif à certains congés accordés à des agents des administrations de l'Etat et aux absences pour convenance personnelle, les alinéas 2 à 4, modifiés par les arrêtés royaux des 27 juillet 1981, 16 novembre 1981, 18 novembre 1982, 30 mars 1983 et 22 février 1985, sont remplacés par les alinéas suivants :

"A l'exception de l'article 11, 2° et 3°, de l'article 12 et des articles 20 à 36bis, le présent arrêté s'applique aux stagiaires soumis à l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat.

Les chapitres premier, II, III et IIIbis, à l'exception de l'article 2bis, des articles 7 à 11 et de l'article 13bis, s'appliquent aux agents temporaires soumis à l'arrêté du Régent du 30 avril 1947 fixant le statut des agents temporaires, ainsi qu'aux ouvriers temporaires soumis à l'arrêté du Régent du 10 avril 1948 portant le statut du personnel ouvrier temporaire.

Le chapitre II et l'article 13ter sont applicables au personnel engagé par contrat".

.../...

Article 2.

L'article 2 du projet tend à donner, pour l'application de l'arrêté du 1er juin 1964, à la notion de jours ouvrables la définition suivante : "les jours où l'agent est tenu de travailler en vertu du régime de travail qui lui est applicable".

Selon le fonctionnaire délégué, la portée de cette définition est d'inclure dans les jours ouvrables les samedis, les dimanches et les jours fériés légaux pendant lesquels l'agent est tenu de travailler. L'expression "le régime de travail" viserait essentiellement les services continus et assimilés. Pour le surplus, la définition n'aurait pas pour objet de s'écarter du sens usuel que revêtent les mots "jours ouvrables".

La rédaction de cette disposition est de nature à susciter des difficultés.

1° La définition est ambiguë quand elle vise, pour désigner les jours ouvrables, "l'agent (qui) est tenu de travailler" pendant ces journées en vertu du régime de travail qui lui est applicable.

Par sa rédaction, elle pourrait faire croire que ne sont pas compris dans son champ d'application les jours ouvrables (au sens usuel de l'expression) pendant lesquels l'agent n'est pas tenu de travailler pour une raison quelconque et, par exemple, parce qu'il est soumis à un régime de travail à prestations réduites ou parce que, ayant travaillé un samedi ou un jour férié, il bénéficie d'un congé de récupération.

.../...

2° La définition donnée par le projet ne sera valable que pour l'application de l'arrêté royal du 1er juin 1964; elle ne pourra servir à l'interprétation des dispositions qui, dans d'autres arrêtés, règlent l'octroi d'un congé aux agents de l'Etat (cfr., par exemple, l'article 2 de l'arrêté royal du 21 août 1970 relatif à l'octroi d'un congé et d'une indemnité de promotion sociale à certaines catégories du personnel rétribué par l'Etat) ou qui organisent le calcul des jours d'absence d'un agent de l'Etat (cfr., par exemple, l'article 28ter, § 1er, alinéa 2, de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat).

Dans une même matière, l'expression de jours ouvrables risque donc de recevoir des acceptions différentes (1).

L'inconvénient est d'autant plus grand que le régime des congés fait l'objet de nombreux textes différents (cfr. supra, observation générale).

Le texte doit être revu et illustré par des exemples dans le rapport au Roi, pour supprimer l'ambiguïté qu'il contient.

---------- .../...

(1) Sur le danger que représente la multiplication des définitions donnant à des termes du langage courant un sens ou une portée qu'ils n'ont pas habituellement, voir l'avis L. 15.650/9 donné le 14 mai 1984 par la section de législation du Conseil d'Etat sur un projet qui est devenu le décret du Conseil régional wallon du 5 juillet 1985 relatif aux déchets (Doc., C.R.W., 1983-1984, n° 113/1, pp. 30 et suiv.).

Article 3.

1. Le rapport au Roi justifie la modification que le projet apporte à l'article 3, § 3, de l'arrêté royal du 1er juin 1964 par la circonstance que les termes "ne preste pas quotidiennement des services" ont donné lieu à confusion et à contestation.

Il ressort des explications du fonctionnaire délégué que ces difficultés proviendraient du doute qui a surgi sur le point de savoir si l'expression "ne preste pas quotidiennement des services" couvre ou non des hypothèses telles que celles qui sont visées aux articles 11 et 12 et où l'agent obtient un congé non rémunéré.

Le projet tend en conséquence à préciser la portée de cette disposition par l'énumération des congés et des absences qui ont une répercussion sur la durée du congé de vacances.

Mais, à côté de cette énumération, l'article 3 du projet reprend une expression de même nature que celle que critique le rapport au Roi, en visant l'agent "qui ne fournit pas les prestations hebdomadaires complètes imposées dans son service".

Selon le fonctionnaire délégué, cette expression viserait exclusivement le cas :

.../...

i. d'agents sous contrat ne travaillant pas à temps plein;

ii. de certains agents temporaires à temps partiel qui ont été régularisés mais qui ont continué à effectuer des prestations incomplètes.

Par son caractère général, elle est toutefois susceptible d'englober toutes les hypothèses où un agent, pour une raison ou une autre, ne preste pas, sur une semaine, l'horaire complet qui est imposé dans son service.

Le projet ne paraît dès lors pas éliminer toutes les difficultés qu'évoque le rapport au Roi.

2. En outre, l'énumération des congés et absences qui ont une répercussion sur la durée du congé de vacances reprend des hypothèses où la question est déjà réglée par une disposition expresse inscrite dans un autre arrêté (article 8 de l'arrêté royal du 3 juillet 1985 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle dans les administrations et les autres services des ministères) mais en omet d'autres pour lesquelles la répercussion de l'absence sur la durée des vacances fait également l'objet d'une réglementation distincte (article 6 de l'arrêté royal n° 259 du 31 décembre 1983 relatif à la durée des prestations des agents dans certains services publics durant la première année de service).

3. Le projet doit donc être revu aux fins de déterminer de façon plus précise les absences qui entraînent une diminution de la durée du congé de vacances.

.../..

Article 4.

1. L'article 4, A, 2°, du projet tend à remplacer, au point 2 du tableau de l'article 6, alinéa 1er, de l'arrêté royal du 1er juin 1964, les mots "accouchement de l'épouse" par les mots "accouchement de la personne qui, au moment de l'événement, forme avec l'agent un ménage légal ou un ménage de fait".

Le choix de l'expression "ménage légal" est peu heureux et est équivoque.

On pourrait, en effet, s'interroger sur la signification précise de cette expression pour l'application de l'article 6 de l'arrêté royal du 1er juin 1964.

Selon la Cour de cassation, le terme "ménage" dans son sens usuel "désigne un état de fait caractérisé par une communauté de vie et de résidence familiales sans exclure des interruptions temporaires" (Cass. 17 septembre 1982, Pas. 1983, I, p. 74 - dans un litige relatif à l'application de l'article 82, § 1er, du Code des impôts sur les revenus).

La rédaction du projet aboutirait dès lors à exclure du bénéfice de l'article 6 de l'arrêté royal du 1er juin 1964 les conjoints séparés de fait ou séparés de corps.

Sauf si l'intention du Gouvernement était de modifier sur ce point la portée actuelle de l'article 6 de l'arrêté royal du 1er juin 1964, le Conseil d'Etat propose de maintenir le terme "épouse".

.../...

Selon le fonctionnaire délégué, l'expression "ménage de fait" désigne en réalité les situations de concubinage.

Elle est utilisée, avec la même signification, par d'autres textes en vigueur (cfr., par exemple, l'article 13 de l'arrêté royal du 30 octobre 1974 portant règlement général en matière de minimum de moyens d'existence).

De façon plus générale, les lois et règlements en vigueur recourent à des expressions diverses, pour désigner des personnes qui, sans être mariées, forment un "ménage". On citera à titre d'exemples :

- les personnes "établies en ménage" (loi du 20 juillet 1971 instituant des prestations familiales garanties - article 3, alinéa 2);

- les "concubins" (article 3, § 1er, de l'arrêté royal du 30 juin 1981 relatif aux locations, dans la Région bruxelloise, des habitations gérées par la Société nationale du logement ou par les sociétés agréées par celle-ci);

- les personnes qui "forment un ménage" (article 7, § 1er, de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés, Moniteur belge du 1er avril 1987);

- toute personne avec laquelle le bénéficiaire "vivait" (article 159, § 1er, alinéa 1er, 1°, de l'arrêté royal du 22 décembre 1967 portant règlement général relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants);

.../...

- en vertu de l'article 56bis, § 2, alinéa ler, des lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, coordonnées le 19 décembre 1939, "est considérée comme ménage toute cohabitation entre personnes de sexe différent, sauf lorsque ces personnes sont parentes ou alliées jusqu'au troisième degré inclusivement".

L'arrêté royal du ler juin 1964, tel qu'il est actuellement en vigueur, assimile lui-même, dans son article 26, au conjoint de l'agent, la personne qui "cohabite" avec ce dernier. Le projet devrait modifier cette expression pour la mettre en concordance avec celle qu'il utilise dans son article 4.

Le Conseil d'Etat propose d'employer l'expression "la personne avec laquelle l'agent vit maritalement".

2. En raison des modifications, relativement importantes, apportées par cet article, il serait préférable de remplacer entièrement la disposition que le texte en projet modifie.

La rédaction suivante est proposée :

"Article 4.-

L'article 6 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Article 6. Outre les congés annuels de vacances, des congés exceptionnels, dont la durée ne peut excéder huit jours ouvrables par an, peuvent être accordés aux agents visés à l'article ler, dans les limites fixées par le tableau ci-après :

.../...

Nature de l'événement.	Maximum autorisé.
1. Mariage de l'agent :	4 jours ouvrables.
2. Accouchement de l'épouse ou de la personne avec laquelle, au moment de l'événement, l'agent vit maritalement :	4 jours ouvrables.
3. Décès du conjoint, de la personne avec laquelle l'agent vivait maritalement, d'un parent ou allié au premier degré :	4 jours ouvrables.
4. Mariage d'un enfant :	2 jours ouvrables.
5. Décès d'un parent ou allié à quelque degré que ce soit habitant sous le même toit que l'agent :	2 jours ouvrables.
6. Changement de résidence ordonné dans l'intérêt du service, lorsque la mutation entraîne l'intervention de l'Etat dans les frais de déménagement :	2 jours ouvrables.
7. Décès d'un parent ou allié au 2e degré n'habitant pas sous le même toit que l'agent :	1 jour ouvrable.

Si l'événement se produit au cours d'une période de travail à temps partiel, la durée du congé est réduite à due concurrence.

.../...

Ces congés exceptionnels sont assimilés à des périodes d'activité de service".

Article 5.

Comme il a été dit pour l'article 4, il serait plus simple de procéder au remplacement du texte que l'article en projet modifie.

Il est dès lors suggéré de rédiger cet article comme suit :

"Article 5.-

L'article 6bis du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 26 mai 1975 et modifié par l'arrêté royal du 7 mars 1977, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 6bis. Outre les congés prévus à l'article 6, il peut être accordé aux agents visés à l'article ler, des congés exceptionnels pour cas de force majeure résultant de la maladie ou d'un accident survenu à une des personnes suivantes habitant sous le même toit que l'agent : le conjoint, la personne avec laquelle il vit maritalement, un parent, un allié, une personne accueillie en vue de son adoption ou de l'exercice d'une tutelle officieuse.

Une attestation médicale témoigne de la nécessité de la présence de l'agent à son foyer.

La durée de ces congés ne peut excéder quatre jours ouvrables par an; ils sont assimilés à des périodes d'activité de service.

.../...

Si le cas de force majeure survient au cours d'une période de travail à temps partiel, la durée du congé est réduite à due concurrence".

Article 6.

Cet article serait mieux rédigé comme suit :

"Article 6.-

Dans l'article 7, alinéa ler, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 22 mai 1968, les mots "le congé de maternité prévu par l'article 7 de l'arrêté royal n° 40 du 24 octobre 1967" sont remplacés par les mots "le congé de maternité prévu par l'article 39 de la loi sur le travail du 16 mars 1971".

Article 7.

Selon le rapport au Roi,

> "L'arrêté royal du ler juin 1964 rappelle pour chaque congé que le congé est assimilé à une période d'activité de service. Une telle disposition a été omise dans l'article 13bis qui règle le congé d'accueil en cas d'adoption ou de tutelle officieuse. L'article 7 du présent projet répare cet oubli".

On peut se demander si, par identité de motifs, l'article 13ter ne devrait pas également être modifié afin de régler la situation du personnel temporaire et du personnel engagé par contrat pendant la durée du congé d'accueil.

Article 8.

1. Au paragraphe ler de l'article 14 en projet, le projet devrait préciser que les soixante-trois, trente-deux et nonante-cinq jours de congé sont des jours ouvrables.

A l'alinéa 2, les mots "ces nombres de jours sont portés" doivent être remplacés par les mots "le nombre de ces jours de congé est porté ...".

2. Au paragraphe 2, 1°, 2° et 4°, les mots "du présent arrêté" doivent être omis.

Au même paragraphe 2, 3°, il y a lieu de remplacer les mots "de la loi du 3 juin 1964 portant le statut des objecteurs de conscience" par les mots "des lois portant le statut des objecteurs de conscience, coordonnées le 20 février 1980".

Au même paragraphe 2, 4°, il y a lieu d'écrire : " ... en application de l'article 2, alinéa 3".

3. L'alinéa ler du paragraphe 4 serait mieux rédigé de la façon suivante :

"Lorsque l'agent effectue, conformément aux chapitres VI et VII, des prestations réduites réparties sur tous les jours ouvrables, les absences pour cause de maladie ou d'infirmité sont imputées sur le nombre de jours de congé auxquels il a droit en vertu du paragraphe ler, au prorata du nombre d'heures qu'il aurait dû prester pendant son absence".

+

4. Le texte néerlandais du paragraphe 5, alinéa ler, devrait être rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

La même observation vaut pour le premier alinéa de l'article 16 en projet (article 9 du projet).

Article 10.

1. La disposition que l'article 9 du texte en projet introduit sous l'article 16 de l'arrêté royal du ler juin 1964 était contenue dans l'article 29 de cet arrêté. Les auteurs du projet proposent dès lors d'abroger cet article 29 (voir article 17 du texte en projet).

Plutôt que d'insérer un article 28bis dans l'arrêté royal du ler juin 1964, il serait, en pareil cas, plus simple de remplacer l'article 29 de cet arrêté. Il est en conséquence suggéré de rédiger le liminaire comme suit :

"L'article 29 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 30 mars 1983, est remplacé par la disposition suivante :".

2. Au 1° de l'article 29 proposé, les mots "du présent arrêté" doivent être omis.

Au 2°, les mots "de la loi du 3 juin 1964 portant le statut des objecteurs de conscience" doivent être remplacés par les mots "des lois portant le statut des objecteurs de conscience, coordonnées le 20 février 1980".

.../...

3. Le projet prévoit :

a. que certains congés ne mettent pas fin aux régimes de prestations réduites visés aux chapitres VI et VII (articles 14, § 5, et 16 en projet);

b. que certains congés suspendent l'application de ces régimes (article 28bis, alinéa ler, en projet) (1);

c. que d'autres congés, enfin, mettent fin à ces régimes si la suspension n'est pas demandée (article 28bis, alinéa 2, en projet) (2).

Il devrait prévoir expressément quelle est l'incidence sur l'application des chapitres VI et VII des congés qui ne sont pas compris dans cette énumération.

4. En vertu de l'article 28bis, alinéa 2, en projet (3), dans les hypothèses prévues à l'alinéa ler, 3°, 5°, 6° et 7°, il est mis fin d'office au congé si l'intéressé n'en demande pas la suspension.

Il ressort des explications du fonctionnaire délégué que l'application de cette disposition suppose une décision de l'autorité compétente; le défaut de demande de suspension n'entraîne pas de plein droit l'extinction du régime de congé prévu aux chapitres VI et VII.

Article 11.

Mieux vaut écrire :

"Article 11.-

L'article 30bis, § 4, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 3 juillet 1985, est remplacé par la disposition suivante :

"§ 4. L'article 26, § ler, alinéa ler, et § 4, l'article 27, alinéa 4, et les articles 28 et 29 sont applicables aux agents visés au paragraphe ler".

---

1) 2) et 3) devenant l'article 29.

Article 12.

Au vu de l'observation formulée à l'article 10, il convient de remplacer le mot "28bis" par le mot "29".

La même remarque vaut pour l'article 15 du projet.

Le texte néerlandais devrait être rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 13.

Le liminaire doit être rédigé comme suit :

"L'article 36bis, § 5, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 3 juillet 1985, est remplacé par la disposition suivante :".

En outre, dans le paragraphe 5 en projet, la référence à l'article 35 doit être remplacée par un renvoi à l'article 29.

Article 14.

Le texte suivant est proposé :

"Article 14.-

A l'article 36ter, alinéa 1er, du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 31 décembre 1984, le nombre "29" est supprimé".

.../...

Article 17.

La rédaction suivante est proposée :

"Article 17.-

Sont abrogés dans l'arrêté royal du 1er juin 1964 relatif à certains congés accordés à des agents des administrations de l'Etat et aux absences pour convenance personnelle :

1° l'article 2, alinéa 2;

2° l'article 28, alinéas 3 à 6, modifiés par l'arrêté royal du 30 mars 1983;

3° l'article 36sexies, y inséré par l'arrêté royal du 31 décembre 1984".

Article 18.

Il ne paraît pas utile, à l'article 18 du projet, d'excepter de façon expresse les "congés pour prestations réduites justifiées par des raisons sociales ou familiales qui ont été obtenus depuis le 1er juin 1975" dans la mesure où le sort de ces congés sera réglé jusqu'à l'entrée en vigueur de l'arrêté en projet par l'article 28 de l'arrêté royal du 1er juin 1964, qui contient une disposition semblable à celle de l'article 14, § 2, en projet.

.../...

Compte tenu de l'observation qui sera faite sous l'article 20 du projet, le texte suivant est proposé :

"Article 18.-

L'article 14, § 2, de l'arrêté royal du 1er juin 1964 relatif à certains congés accordés à des agents des administrations de l'Etat et aux absences pour convenance personnelle, tel qu'il est modifié par le présent arrêté, n'est pas applicable aux absences et aux congés qui sont antérieurs à l'entrée en vigueur du présent arrêté".

Article 19.

Compte tenu de l'observation qui sera faite sous l'article 20 du projet, la rédaction suivante est proposée :

"Article 19.-

Pour l'application de l'article 14, § 3, du même arrêté, tel qu'il est modifié par le présent arrêté, les congés pour maladie ou infirmité antérieurs à l'entrée en vigueur du présent arrêté, ne sont comptés pour chaque agent de l'Etat que pour sept dixièmes".

Article 20.

Cet article prévoit que l'arrêté en projet produira ses effets le 1er janvier 1987.

Cette rétroactivité aurait pour effet dans certains cas de supprimer, pour le passé, des avantages que des agents tiennent de la réglementation antérieure, par exemple en ce qui concerne le mode de calcul des jours d'absence pour cause de maladie ou d'infirmité.

.../...

La rétroactivité envisagée porterait dès lors atteinte à des droits acquis.

La disposition figurant à cet article doit être omise.

+

OBSERVATION FINALE.

Le dispositif du projet est dépourvu d'exécutoire.

Il est dès lors proposé de rédiger le dernier article du projet comme suit :

"Article 20.-

Nos Ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté".

ALGEMENE OPMERKINGEN.

Zoals in het verslag aan de Koning vermeld is, heeft het besluit dat door het ontwerp gewijzigd wordt reeds talrijke wijzigingen ondergaan.

Het zou dan ook wenselijk zijn alle onveranderd gebleven bepalingen, alle vroegere wijzigingen alsmede alle wijzigingen die het ontwerp in het koninklijk besluit van 1 juni 1964 beoogt aan te brengen, op te nemen in een nieuw besluit dat het genoemde besluit van 1 juni 1964 zou opheffen.

Dit geldt in het onderhavige geval des te meer daar één van de doelstellingen van de hervorming, volgens de bewoordingen van het verslag aan de Koning, hetwelk gevoegd is bij het aan de Raad van State voorgelegde ontwerp, erin bestaat dat besluit te herzien met inachtneming van de wijzigingen die het reeds heeft ondergaan; bovendien is het "met het oog op de samenhang" dat volgens het verslag aan de Koning sommige bepalingen van een artikel naar een ander artikel van het besluit worden overgebracht.

Een dergelijke regeling zou het ook mogelijk maken het koninklijk besluit van 1 juni 1964 in overeenstemming te brengen met de in tal van andere wet- en verordeningsteksten vervatte bepalingen aangaande de verloven die aan rijksambtenaren worden toegestaan. De bepalingen van reglementaire aard zouden overigens gevoeglijk kunnen worden samengebracht in één tekst die voor de verschillende vormen van verlof zou gelden.

+

.../...

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

Aanhef.

Voorgesteld wordt het tweede lid als volgt te redigeren :

"Gelet op het koninklijk besluit van 1 juni 1964 betreffende sommige verloven toegestaan aan personeelsleden van de rijksbesturen en betreffende de afwezigheden wegens persoonlijke aangelegenheid, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 30 maart 1983, inzonderheid op artikel 1, tweede tot vierde lid, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 27 juli 1981, 16 november 1981, 18 november 1982, 30 maart 1983 en 27 februari 1985, op artikel 2, tweede lid, op artikel 3, § 3, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 januari 1979, op artikel 6, op artikel 6bis, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 26 mei 1975 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 7 maart 1977, op artikel 7, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 mei 1968, op artikel 13bis, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 7 maart 1977 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 24 november 1978 en 27 juli 1981, op de artikelen 14 en 16, op de artikelen 28, derde tot zesde lid, en 29, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 30 maart 1983, op artikel 30bis, § 4, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 juli 1985, op artikel 35, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 30 maart 1983, op artikel 36bis, § 5, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 juli 1985, op de artikelen 36ter, eerste lid, 36quinquies, tweede lid, en 36sexies, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 31 december 1984;".

.../...

De volgende redactie wordt voorgesteld voor het vierde lid :

"Gelet op het protocol van het comité voor de nationale, de gemeenschaps- en de gewestelijke overheidsdiensten d.d. 23 januari 1987;".

Het verdient aanbeveling om zoals gebruikelijk in het zesde lid te schrijven :

"Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt en van Onze Staatssecretaris voor Openbaar Ambt ...".

Bepalend gedeelte.

Hoofdstuk I.

In de Franse tekst schrijve men "Chapitre premier" en niet "Chapitre 1er".

Artikel 1.

Het verslag aan de Koning luidt aldus :

> "Artikel 1 van dit ontwerp heeft een louter vormelijke draagwijdte : het wil de overeenstemming verzekeren tussen het 3e en 4e lid van artikel 1 van het koninklijk besluit van 1 juni 1964 en de artikelen 13bis en 13ter van dit besluit".

Het ontwerp bevat daarentegen geen enkele wijziging van het tweede lid van artikel 1 van dat besluit.

.../...

De vraag rijst of dat lid ook niet op één lijn gebracht zou moeten worden met de hervorming die tot stand is gebracht bij het koninklijk besluit van 3 juli 1985, hetwelk in het besluit van 1 juni 1964 een nieuw artikel 36bis heeft ingevoegd (1).

Volgens de gemachtigde ambtenaar is het namelijk nooit de bedoeling geweest artikel 36bis toepasselijk te maken op de stagiairs.

Gelet op hetgeen voorafgaat, wordt de volgende tekst voorgesteld voor artikel 1 van het ontwerp :

"Artikel 1.-

In artikel 1 van het koninklijk besluit van 1 juni 1964 betreffende sommige verloven toegestaan aan personeelsleden van de rijksbesturen en betreffende de afwezigheden wegens persoonlijke aangelegenheid, worden het tweede tot het vierde lid, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 27 juli 1981, 16 november 1981, 18 november 1982, 30 maart 1983 en 22 februari 1985, vervangen door de volgende leden :

"Met uitzondering van artikel 11, 2° en 3°, van artikel 12 en van de artikelen 20 tot 36bis, is dit besluit van toepassing op de stagiairs die vallen onder het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel.

.../...

---

(1) Dezelfde opmerking moet om dezelfde redenen worden gemaakt met betrekking tot artikel 32 van het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut, hetwelk, zoals het thans geredigeerd is, niet verwijst naar de artikelen 30 tot 36 en ook niet naar artikel 36bis van het besluit van 1 juni 1964.

De hoofdstukken I, II, III en IIIbis, met uitzondering van artikel 2bis, de artikelen 7 tot 11 en artikel 13bis, zijn van toepassing op de tijdelijke personeelsleden die vallen onder het besluit van de Regent van 30 april 1947 houdende vaststelling van het statuut van het tijdelijk personeel, alsmede op de tijdelijke werklieden die vallen onder het besluit van de Regent van 10 april 1948 houdende statuut van het tijdelijk werkliedenpersoneel.

Hoofdstuk II en artikel 13ter zijn toepasselijk op het bij overeenkomst in dienst genomen personeel".

Artikel 2.

Artikel 2 van het ontwerp strekt om met het oog op de toepassing van het besluit van 1 juni 1964 het begrip werkdagen als volgt te definiëren : "de dagen waarop de ambtenaar verplicht is te werken krachtens de op hem van toepassing zijnde arbeidsregeling".

Volgens de gemachtigde ambtenaar is de strekking van die definitie dat de zaterdagen, de zondagen en de wettelijke feestdagen waarop de ambtenaar verplicht is om te werken, tot de werkdagen zouden worden gerekend. Het woord "arbeidsregeling" zou in wezen doelen op de continue en daarmee gelijkgestelde diensten. Voor het overige zou de definitie niet tot doel hebben af te wijken van de gangbare betekenis van het woord "werkdagen".

De redactie van deze bepaling kan aanleiding geven tot moeilijkheden.

.../...

1° De definitie is dubbelzinnig in zoverre zij ter aanduiding van de werkdagen doelt op "de ambtenaar (die)", krachtens de op hem toepasselijke arbeidsregeling, "verplicht is om" op die dagen "te werken".

Zoals de definitie geredigeerd is, zou zij de indruk kunnen wekken dat er niet onder vallen de werkdagen (in de gewone betekenis van het woord) waarop de ambtenaar om een of andere reden niet verplicht is te werken, bijvoorbeeld omdat hij in een arbeidsregeling met verminderde prestaties zit of omdat hij na op een zaterdag of op een feestdag te hebben gewerkt, inhaalverlof geniet.

2° De door het ontwerp gegeven definitie zal slechts voor de toepassing van het koninklijk besluit van 1 juni 1964 gelden; zij zal niet dienstig zijn voor de uitlegging van de bepalingen die in andere besluiten de toekenning van verlof aan het rijkspersoneel regelen (cf. bijvoorbeeld artikel 2 van het koninklijk besluit van 21 augustus 1970 betreffende de toekenning van verlof en van een vergoeding van sociale promotie aan sommige categorieën van het door de Staat bezoldigd personeel) of die voorzien in het berekenen van de dagen dat een lid van het rijkspersoneel afwezig is (cf. bijvoorbeeld artikel 28ter, § 1, tweede lid, van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel).

.../...

Het gevaar bestaat dus dat in een zelfde aangelegenheid aan de term werkdagen verschillende betekenissen worden gehecht (1).

Het ongerief is des te groter daar de verlofregeling in talrijke verschillende teksten vervat is (cf. supra, algemene opmerking).

Opdat een einde komt aan de dubbelzinnigheid in de tekst behoort deze te worden herzien en in het verslag aan de Koning aan de hand van voorbeelden te worden verduidelijkt.

.../...

---

(1) In verband met het gevaar dat schuilt in het veelvuldig werken met definities die aan termen uit de omgangstaal een betekenis of een draagwijdte hechten die zij doorgaans niet hebben, zij gewezen op advies L. 15.650/9, op 14 mei 1984 door de afdeling wetgeving van de Raad van State gegeven over een ontwerp dat het decreet van de Waalse Gewestraad van 5 juli 1985 over de afvalstoffen geworden is (Gedr. St. C.R.W., 1983-1984, nr. 113/1, blz. 30 e.v.).

Artikel 3.

1. In het verslag aan de Koning wordt de wijziging die het ontwerp aanbrengt in artikel 3, § 3, van het koninklijk besluit van 1 juni 1964 hierdoor verantwoord dat de termen "niet dagelijks diensten verstrekt", aanleiding hebben gegeven tot verwarring en betwisting.

Blijkens de uitleg van de gemachtigde ambtenaar zouden die moeilijkheden voortkomen uit de twijfel die gerezen is omtrent de vraag of de uitdrukking "niet dagelijks diensten verstrekt" al of niet betrekking heeft op gevallen als bedoeld in de artikelen 11 en 12 en waarin de ambtenaar een verlof verkrijgt dat niet vergoed wordt.

Het ontwerp beoogt bijgevolg de draagwijdte van die bepaling nader te omschrijven door op te sommen welke verloven en welke afwezigheden een weerslag hebben op de duur van het vakantieverlof.

Toch neemt artikel 3 van het ontwerp, buiten die opsomming, een soortgelijke uitdrukking over als die waarop het verslag aan de Koning kritiek levert waar die bepaling het heeft over de ambtenaar die "niet de in zijn dienst geldende volledige wekelijkse dienstprestaties verstrekt".

Volgens de gemachtigde ambtenaar zou die uitdrukking uitsluitend doelen op de gevallen van :

i. personeelsleden op contract die geen volle dagtaak uitoefenen;

ii. sommige tijdelijke personeelsleden met een deeltijdse dienstbetrekking die geregulariseerd zijn maar onvolledige prestaties zijn blijven leveren.

.../...

Doordat die uitdrukking zo algemeen is, kan zij echter alle gevallen omvatten waarin een ambtenaar om de een of andere reden in een week niet het in zijn dienst geldend volledig aantal diensturen presteert.

Het ontwerp blijkt bijgevolg geen einde te maken aan alle, in het verslag aan de Koning onder de aandacht gebrachte moeilijkheden.

2. Bovendien zijn in de opsomming van de verloven en afwezigheden die een weerslag hebben op de duur van het vakantieverlof, gevallen opgenomen waarin de aangelegenheid reeds geregeld is door een in een ander besluit neergelegde uitdrukkelijke bepaling (artikel 8 van het koninklijk besluit van 3 juli 1985 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan in de besturen en de andere diensten van de ministeries); daarentegen zijn andere gevallen ten aanzien waarvan de weerslag van de afwezigheid op de duur van de vakantie eveneens afzonderlijk geregeld is (artikel 6 van het koninklijk besluit nr. 259 van 31 december 1983 betreffende de duur der prestaties der personeelsleden in sommige overheidsdiensten tijdens het eerste jaar na de indienstneming) niet in de opsomming opgenomen.

3. Het ontwerp moet dus worden herzien opdat nauwkeuriger wordt aangegeven welke afwezigheden een vermindering van de duur van het vakantieverlof ten gevolge hebben.

.../...

Artikel 4.

1. Artikel 4, A, 2°, van het ontwerp strekt ertoe in punt 2 van de tabel van artikel 6, eerste lid, van het koninklijk besluit van 1 juni 1964, de woorden "bevalling van de echtgenote" te vervangen door de woorden "bevalling van de persoon die, op het tijdstip van de gebeurtenis, met de ambtenaar een wettelijk of feitelijk gezin uitmaakt".

De keuze van de uitdrukking "wettelijk gezin" is niet erg geslaagd en is dubbelzinnig.

Men zou zich immers kunnen afvragen wat de precieze betekenis is van die uitdrukking voor de toepassing van artikel 6 van het koninklijk besluit van 1 juni 1964.

Volgens het Hof van Cassatie wijst het begrip "gezin" in zijn gewone betekenis "op een feitelijke toestand die gekenmerkt wordt door een huiselijk samenleven en -wonen, zonder tijdelijke onderbrekingen uit te sluiten" (Cass. 17 september 1982, Arr. Cass., 1982-1983, blz. 78 - in een geschil met betrekking tot de toepassing van artikel 82, § 1, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen).

De tekst van het ontwerp zou derhalve tot gevolg hebben dat de feitelijk of van tafel en bed gescheiden echtgenoten geen aanspraak zouden kunnen maken op artikel 6 van het koninklijk besluit van 1 juni 1964.

.../...

Behalve indien het in de bedoeling van de Regering zou liggen om de huidige draagwijdte van artikel 6 van het koninklijk besluit van 1 juni 1964 in dat opzicht te wijzigen, stelt de Raad van State voor de term "echtgenote" te handhaven.

Volgens de gemachtigde ambtenaar doelt de uitdrukking "feitelijk gezin" eigenlijk op de gevallen van concubinaat.

Zij is met dezelfde betekenis gebruikt in andere geldende teksten (zie, bijvoorbeeld, artikel 13 van het koninklijk besluit van 30 oktober 1974 houdende algemeen reglement betreffende het bestaansminimum).

Op een meer algemene wijze werken de geldende wetten en verordeningen met verscheidene uitdrukkingen om personen aan te duiden die, zonder gehuwd te zijn, een "gezin" vormen. Als voorbeelden kunnen worden aangehaald :

- de personen "die een huishouden vormen" (wet van 20 juli 1971 tot instelling van gewaarborgde gezinsbijslag - artikel 3, tweede lid);

- de "samenlevenden" (artikel 3, § 1, van het koninklijk besluit van 30 juni 1981 betreffende de huur, in het Brusselse Gewest, van woningen beheerd door de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting of door de door haar erkende vennootschappen);

.../...

- de personen die "een huishouden vormen" (artikel 7, § 1, van de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten, Belgisch Staatsblad van 1 april 1987);

- ieder persoon die met de gerechtigde "samenleefde" (artikel 159, § 1, eerste lid, 1°, van het koninklijk besluit van 22 december 1967 houdende algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen);

- krachtens artikel 56bis, § 2, eerste lid, van de wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders, gecoördineerd op 19 december 1939, "wordt als huishouden aangezien elke samenwoning van personen van verschillend geslacht, behalve wanneer die personen bloed- of aanverwanten zijn tot en met de derde graad".

Het koninklijk besluit van 1 juni 1964, zoals het thans geldt, stelt zelf in artikel 26 met de echtgenoot van de ambtenaar gelijk, de persoon die met de laatstbedoelde "samenwoont". Het ontwerp zou die uitdrukking moeten wijzigen om ze in overeenstemming te brengen met die waarmee het werkt in artikel 4.

De Raad van State stelt voor te werken met de uitdrukking "de persoon met wie de ambtenaar samenleeft".

.../...

2. Wegens de relatief belangrijke wijzigingen welke dit artikel aanbrengt, zou het verkieslijk zijn de bepaling welke de ontworpen tekst wijzigt, in haar geheel te vervangen.

De volgende redactie wordt voorgesteld :

"Artikel 4.-

Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Artikel 6. Behalve het jaarlijks vakantieverlof kan uitzonderlijk verlof, waarvan de duur niet meer dan acht werkdagen 's jaars mag bedragen, aan de in artikel 1 bedoelde ambtenaren toegekend worden, binnen de perken zoals bepaald in onderstaande tabel :

Aard van de gebeurtenis.	Toegestaan maximum.
1. Huwelijk van de ambtenaar :	4 werkdagen.
2. Bevalling van de echtgenote of van de persoon met wie de ambtenaar op het tijdstip van de gebeurtenis samenleeft :	4 werkdagen.
3. Overlijden van de echtgenoot, van de persoon met wie de ambtenaar samenleefde, van een bloed- of aanverwant in de eerste graad :	4 werkdagen.

.../...

4. Huwelijk van een kind : 2 werkdagen.

5. Overlijden van een bloed- of aanverwant in om het even welke graad maar onder hetzelfde dak wonend als de ambtenaar : 2 werkdagen.

6. Verandering van standplaats opgelegd in het belang van de dienst, wanneer de verplaatsing een bijdrage van de Staat in de verhuiskosten meebrengt : 2 werkdagen.

7. Overlijden van een bloed- of aanverwant in de tweede graad maar niet onder hetzelfde dak wonend als de ambtenaar : 1 werkdag.

Indien de gebeurtenis zich voordoet tijdens een periode van deeltijdse arbeid wordt de duur van het verlof in evenredige mate verminderd.

Die buitengewone verloven worden met een periode van dienstactiviteit gelijkgesteld".

.../...

Artikel 5.

Ook voor dit artikel zou het eenvoudiger zijn de tekst welke het ontworpen artikel wijzigt, in zijn geheel te vervangen.

Derhalve wordt voorgesteld het artikel als volgt te redigeren :

"Artikel 5.-

Artikel 6bis van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 26 mei 1975 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 7 maart 1977, wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Artikel 6bis. Behalve de in artikel 6 bepaalde verloven, kan aan de in artikel 1 bedoelde ambtenaren uitzonderlijk verlof worden toegestaan wegens overmacht die het gevolg is van de ziekte van of van een ongeval overkomen aan de volgende, met de ambtenaar onder hetzelfde dak wonende personen : de echtgenoot, de persoon met wie hij samenleeft, een bloed- of aanverwant, een persoon opgenomen met het oog op zijn adoptie of met het oog op de uitoefening van een pleegvoogdij.

De noodzaak van de aanwezigheid thuis wordt bewezen aan de hand van een doktersattest.

De duur van dit verlof is tot vier werkdagen per jaar beperkt; het wordt met een periode van dienstactiviteit gelijkgesteld.

.../...

Indien het geval van overmacht zich voordoet tijdens een periode van deeltijdse arbeid, wordt de duur van het verlof in evenredige mate verminderd".

Artikel 6.

Dit artikel zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 6.-

In artikel 7, eerste lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 mei 1968, worden de woorden "het bevallingsverlof bedoeld in artikel 7 van het koninklijk besluit nr. 40 van 24 oktober 1967" vervangen door de woorden "het bevallingsverlof bedoeld in artikel 39 van de arbeidswet van 16 maart 1971".

Artikel 7.

Het verslag aan de Koning zegt daarover het volgende :

"Het koninklijk besluit van 1 juni 1964 herinnert er voor elk verlof aan dat het verlof wordt gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit. Een dergelijke bepaling werd achterwege gelaten in artikel 13bis dat het onthaalverlof regelt in geval van adoptie of pleegvoogdij. Artikel 7 van dit ontwerp herstelt deze vergetelheid".

Men kan zich afvragen of, om dezelfde redenen, artikel 13ter niet eveneens gewijzigd zou moeten worden om de toestand van het tijdelijk en van het bij overeenkomst in dienst genomen personeel tijdens het onthaalverlof te regelen.

.../...

Artikel 8.

1. In paragraaf 1 van het ontworpen artikel 14 zou het ontwerp moeten preciseren dat de drieënzestig, tweeëndertig en vijfennegentig dagen verlof werkdagen zijn.

In het tweede lid moeten de woorden "dit aantal dagen" worden vervangen door de woorden "dit aantal dagen verlof".

2. In paragraaf 2, 1°, 2° en 4°, moeten de woorden "van dit besluit" vervallen.

In dezelfde paragraaf 2, 3°, moeten de woorden "van de wet van 3 juni 1964 houdende het statuut van de gewetensbezwaarden" worden vervangen door de woorden "van de wetten houdende het statuut van de gewetensbezwaarden, gecoördineerd op 20 februari 1980".

De tekst onder 4° leze men als volgt :

"4° op non-activiteit is geplaatst met toepassing van artikel 2, derde lid".

3. Het eerste lid van paragraaf 4 zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Wanneer de ambtenaar overeenkomstig de hoofdstukken VI en VII verminderde prestaties verricht die gespreid zijn

.../...

over alle werkdagen, worden de afwezigheden wegens ziekte of gebrekkigheid aangerekend op het aantal dagen verlof waarop hij krachtens paragraaf 1 recht heeft, naar rata van het aantal uren dat hij gedurende zijn afwezigheid had moeten presteren".

4. In de Nederlandse tekst van het eerste lid van paragraaf 5, schrijve men "maakt geen einde aan de stelsels van verminderde prestaties" in plaats van "stelt geen einde aan het stelsel van verminderde prestaties".

Dezelfde opmerking geldt voor het eerste lid van het ontworpen artikel 16 (artikel 9 van het ontwerp).

Artikel 10.

1. De bepaling welke artikel 9 van de ontworpen tekst opneemt onder artikel 16 van het koninklijk besluit van 1 juni 1964 was vervat in artikel 29 van dat besluit. De stellers van het ontwerp stellen dan ook voor dat artikel 29 op te heffen (zie artikel 17 van de ontworpen tekst).

In plaats van een artikel 28bis in te voegen in het koninklijk besluit van 1 juni 1964, zou het in zulk geval eenvoudiger zijn artikel 29 van dat besluit te vervangen. Bijgevolg wordt in overweging gegeven de inleidende volzin als volgt te redigeren :

"Artikel 29 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 30 maart 1983, wordt vervangen door de volgende bepaling :".

.../...

2. In de bepaling onder 1° van het voorgestelde artikel 29 moeten de woorden "van dit besluit" vervallen.

In de bepaling onder 2° moeten de woorden "van de wet van 3 juni 1964 houdende het statuut van de gewetensbezwaarden" worden vervangen door de woorden "van de wetten houdende het statuut van de gewetensbezwaarden, gecoördineerd op 20 februari 1980".

3. Het ontwerp bepaalt :

a. dat sommige verloven geen einde maken aan de stelsels van verminderde prestaties bedoeld in de hoofdstukken VI en VII (de ontworpen artikelen 14, § 5, en 16);

b. dat sommige verloven de toepassing van die stelsels opschorten (het ontworpen artikel 28bis, eerste lid) (1);

c. dat andere verloven, ten slotte, een einde maken aan die stelsels indien de opschorting niet gevraagd wordt (het ontworpen artikel 28bis, tweede lid) (2).

Er zou uitdrukkelijk moeten worden bepaald welke terugslag de niet in die opsomming opgenomen verloven hebben op de toepassing van de hoofdstukken VI en VII.

4. Krachtens het ontworpen artikel 28bis, tweede lid (3) neemt het verlof in de gevallen bedoeld in het eerste lid, 3°, 5° 6° en 7°, van ambtswege een einde indien de betrokken ambtenaar niet de opschorting ervan vraagt.

.../...

---

(1) (2) (3) dat artikel 29 wordt.

Naar de gemachtigde ambtenaar heeft medegedeeld, veronderstelt de toepassing van die bepaling een beslissing van de bevoegde overheid; het verzuim de opschorting aan te vragen heeft niet van rechtswege tot gevolg dat het in de hoofdstukken VI en VII bedoelde verlofstelsel vervalt.

Artikel 11.

Men schrijve :

"Artikel 11.-

Artikel 30bis, § 4, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 juli 1985, wordt vervangen door de volgende bepaling :

"§ 4. Artikel 26, § 1, eerste lid, en § 4, artikel 27, vierde lid, en de artikelen 28 en 29 zijn van toepassing op de in paragraaf 1 bedoelde ambtenaren".

Artikel 12.

Gezien de bij artikel 10 gemaakte opmerking schrijve men "29" in plaats van "28bis".

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 15 van het ontwerp.

In de Nederlandse tekst schrijve men bovendien : "... in de gevallen en onder de voorwaarden bedoeld in ...".

.../...

Artikel 13.

De inleidende volzin moet als volgt worden gerediGeerd :

"Artikel 36bis, § 5, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 juli 1985, wordt vervangen door de volgende bepaling :".

Bovendien moet in de ontworpen paragraaf 5 de vermelding van artikel 35 worden vervangen door de vermelding van artikel 29.

Artikel 14.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 14.-

In artikel 36ter, eerste lid, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 31 december 1984, wordt het getal "29" geschrapt".

Artikel 17.

De volgende redactie wordt voorgesteld :

"Artikel 17.-

Opgeheven worden in het koninklijk besluit van 1 juni 1964 betreffende sommige verloven toegestaan aan per-

.../...

soneelsleden van de rijksbesturen en betreffende de afwezigheden wegens persoonlijke aangelegenheid :

1° artikel 2, tweede lid;

2° artikel 28, derde tot zesde lid, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 30 maart 1983;

3° artikel 36sexies, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 31 december 1984".

Artikel 18.

Het lijkt niet dienstig in artikel 18 van het ontwerp op uitdrukkelijke wijze een uitzondering te maken voor "de sedert 1 juni 1975 opgenomen verloven voor verminderde prestaties gewettigd door sociale of familiale redenen", in zover het lot van die verloven tot de inwerkingtreding van het ontworpen besluit geregeld zal worden door artikel 28 van het koninklijk besluit van 1 juni 1964, dat een soortgelijke bepaling bevat als die van het ontworpen artikel 14, § 2.

Met inachtneming van de opmerking die zal worden gemaakt bij artikel 20 van het ontwerp, wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Artikel 18.-

Artikel 14, § 2, van het koninklijk besluit van 1 juni 1964 betreffende sommige verloven toegestaan aan personeelsleden van de rijksbesturen en betreffende de afwezigheden

.../...

wegens persoonlijke aangelegenheid, zoals het door dit besluit wordt gewijzigd, is niet van toepassing op de afwezigheden en verloven van vóór de inwerkingtreding van dit besluit".

Artikel 19.

Met inachtneming van de opmerking die zal worden gemaakt bij artikel 20 van het ontwerp, wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Artikel 19.-

Voor de toepassing van artikel 14, § 3, van hetzelfde besluit, zoals het door dit besluit wordt gewijzigd, worden de verloven wegens ziekte of gebrekkigheid van vóór de inwerkingtreding van dit besluit, voor elke rijksambtenaar slechts voor zeven tiende aangerekend".

Artikel 20.

Dit artikel bepaalt dat het ontworpen besluit uitwerking zal hebben met ingang van 1 januari 1987.

Die terugwerking zou in bepaalde gevallen tot gevolg hebben dat, voor het verleden, voordelen vervallen die de ambtenaren genieten op grond van de vroegere regeling, bijvoorbeeld wat betreft de wijze van berekening van de dagen afwezigheid wegens ziekte of gebrekkigheid.

.../...

De voorgenomen terugwerking zou derhalve verkregen rechten schenden.

De bepaling die in dat artikel staat, moet vervallen.

+

SLOTOPMERKING.

Het bepalend gedeelte van het ontwerp heeft geen uitvoeringsbepaling.

Derhalve wordt voorgesteld het laatste artikel van het ontwerp als volgt te redigeren :

"Artikel 20.-

Onze Ministers zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit".

La chambre était composée de

Messieurs : J. LIGOT, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

J.-J. STRYCKMANS, conseillers d'Etat,
P. FINCOEUR, staatsraden,

Cl. DESCHAMPS, assesseurs de la section de législation,
P. GOTHOT, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : M. VAN GERREWEY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. M. QUINTIN, auditeur adjoint.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebrach door de H. M. QUINTIN, adjunct-auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. VAN GERREWEY. J. LIGOT.